# l'École en commun

## POUR UN PROJET COMMUNISTE DE TRANSFORMATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF

2017, L'humain d'abord !

PCF Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

réseau École
du Parti communiste français

reseau-ecole.pcf.fr

# l'École en commun

## POUR UN PROJET COMMUNISTE DE TRANSFORMATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF

janvier 2017

# un projet révolutionnaire

Les connaissances jouent un rôle de plus en plus important non seulement dans l'économie mais aussi dans la société en général, notamment dans la pratique démocratique. Le savoir est un pouvoir ! La démocratie exige donc le partage des savoirs.

Pour cela, il faut transformer le système éducatif : en finir avec l'école du « mérite » et de la sélection, qui accroît les inégalités ; fonder une école de l'égalité, qui permettra à tous les futurs citoyens de s'approprier des savoirs complexes.

## Un projet d'émancipation

Le système éducatif doit donner à tous les moyens de maîtriser les choix individuels et collectifs auxquels chacun est confronté dans sa vie de personne, de citoyen, de travailleur. De personne, car le système éducatif que nous voulons élargit les horizons de la culture, de la création, de la sensibilité, de la vie affective, des loisirs et favorise ainsi l'ouverture aux autres. De citoyen, car il prépare, sur des sujets complexes, à penser, s'exprimer, faire des propositions et des choix, s'engager et militer. De travailleur car il prépare chacun à exercer, à maîtriser et à inventer les métiers de demain, permettant de faire face aux défis multiples de notre époque.

## Un projet résolument tourné vers l'avenir

Il ne s'agit pas de retourner à un âge d'or de l'école qui n'a d'ailleurs jamais existé, mais de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

En 1947, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, dans une société à reconstruire, le plan Langevin-Wallon voulait transformer le système éducatif. Notre société traverse à nouveau aujourd'hui une crise économique, démocratique, culturelle, de grande ampleur : la sortie de cette crise impose la construction d'une école de l'égalité et de l'émancipation.

## Un projet révolutionnaire

Face à tous les fatalismes qui divisent, isolent et détruisent, il est urgent de construire d'autres rapports sociaux au travail, aux savoirs… Des rapports sociaux qui s'appuient sur l'affirmation en actes de la capacité de tous à penser, à concevoir, à décider collectivement. L'émancipation de chacun n'est possible que par l'égalité de tous. C'est d'une révolution des rapports sociaux et des mentalités dont il s'agit.

# une révolution idéologique

« Tous les enfants sont capables d'apprendre et de progresser ». À l'initiative des parlementaires communistes, cette affirmation est maintenant inscrite dans le code de l'éducation. Mais sans remise en cause des dogmes libéraux de concurrence et de « réduction des coûts », notamment humains, elle restera lettre morte. Les politiques scolaires néo-libérales mises en œuvre ces dernières décennies par la droite comme par le Parti socialiste servent de fait un système capitaliste en voie d'imposer une nouvelle division du travail conforme à ses intérêts.

## En finir avec l'élitisme républicain

Un projet pour l'école, c'est un projet pour la société. Contre le tri scolaire, instrument du tri social, nous affirmons que le système éducatif a comme objectif non pas de former une élite de « décideurs » et des cohortes d'« exécutants » précarisés, mais bel et bien de permettre à tous et à toutes d'intervenir sur le monde. Concrètement, cela demande de changer les contenus et les pratiques mais aussi de modifier en profondeur la structure de notre système scolaire.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Promouvoir le partage et la mise en commun pour construire une culture commune de haut niveau par le dialogue entre les cultures de chacun.
- Enseignement à égale dignité des cultures technique, professionnelle, scientifique, artistique et sportive dès le début de la scolarité obligatoire : équilibrer les horaires pour donner une égale importance à toutes les disciplines ; développer l'enseignement de technologie dès l'école primaire ; introduire un enseignement de philosophie en terminale professionnelle ; renforcer les enseignements littéraires et scientifiques dans la voie professionnelle du lycée.
- Construire enfin le collège unique et lutter contre toute forme de spécialisation, d'orientation ou de différenciation précoces qui sont la plupart du temps subies par les enfants des classes populaires.
- Supprimer l'apprentissage avant la fin de la scolarité obligatoire.
- Faire de l'orientation un moyen d'ouvrir à tous les élèves le champ des possibles, en renforçant sa place dans le service public d'éducation nationale.

## Refonder le système éducatif en prenant pour référence l'élève qui n'a que l'école pour réussir

L'enseignement est aujourd'hui conçu pour les élèves socialement les plus proches de la culture scolaire. Il exige en effet des enfants des prérequis qui ne sont pas enseignés et que seuls maîtrisent ceux qui les ont appris dans le cadre familial. Finissons-en avec ce délit d'initié !

Il faut construire des programmes ambitieux, outillant intellectuellement tous les élèves à égalité, sans aucun prérequis. Il faut permettre aux enseignants d'être acteurs de la nécessaire transformation de leur métier, en améliorant leur formation et en leur donnant du temps pour réfléchir sur leurs pratiques et leurs enjeux.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Promouvoir dans la conception des programmes l'articulation entre les savoirs et les possibilités d'agir dont ils sont porteurs ; la cohérence culturelle des apprentissages plutôt que la fragmentation ; les logiques d'approfondissement plutôt que d'accumulation.
- Une même ambition pour tous les enfants : nous voulons en finir avec la distinction entre le « socle » et les programmes. Ce sont les programmes qui définiront les contenus et les objectifs de l'enseignement pour tous.
- Un mode d'élaboration démocratique des programmes.
- Création d'un observatoire national des programmes pour les faire évoluer en fonction des retours des acteurs de l'éducation, des chercheurs et de la collectivité et des objectifs d'égalité et d'émancipation.
- Développer la recherche en sciences de l'éducation, favoriser le débat pédagogique et permettre l'action des mouvements pédagogiques ; développer une formation des enseignants articulée à la recherche et nourrie par l'apport des mouvements pédagogiques.

## Contenus et moyens, une même exigence !

Il ne suffit pas d'avoir plus de moyens pour faire réussir tous les élèves, mais c'est indispensable ! Ainsi, la réduction des effectifs dans les classes est un levier pour la réussite des élèves, notamment ceux des catégories populaires. Les conditions matérielles de déroulement des cours (effectifs des classes, locaux, etc.) doivent favoriser les apprentissages de tous les élèves.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Donner à l'école les moyens dont elle a besoin en portant le budget de l'Éducation nationale à 7% du PIB.
- Limiter les effectifs des classes : 15 en très petite section et petite section de maternelle, 20 élèves en grande section et en élémentaire, ainsi qu'en éducation prioritaire, 24 au collège, 25 au lycée ; ne pas dépasser 20 élèves dans l'enseignement des langues.
- Plan pluriannuel de recrutement et de déprécarisation dans l'Éducation nationale (enseignants et personnels), revalorisation salariale des métiers de l'éducation.

### « manuels/intellectuels » : exécutants/décideurs ?

Il y aurait, selon le discours libéral, bien trop souvent repris par les élèves et les parents des classes populaires, des enfants « plus manuels que d'autres ». Pour ceux-là, études courtes et apprentissage précoce seraient la solution. Une telle division des enfants n'est absolument pas attestée par les recherches en neurosciences, notamment sur la plasticité du cerveau. Par contre, les exemples abondent d'une « expérience ouvrière » dans laquelle « derrière la main, il y a toujours la tête ». À la coopérative *Scop'ti* (et ailleurs !), les ouvriers sont partie prenante des décisions concernant la production, la commercialisation... Alors, une éducation et une formation qui mettent en concurrence et divisent ou qui permettent à tous d'avoir prise sur les apprentissages, sur le travail ?

# une révolution démocratique

Notre priorité : démocratiser l'école, assurer la réussite de tous, dans l'intérêt de notre société minée par les inégalités. L'égalité n'est pas une loterie : le même cadre pour tous et ensuite à chacun sa « chance » ! Parce que la « chance » n'est pas également partagée, l'égalité n'a rien de naturel. C'est au système scolaire de la rendre effective, d'en créer les conditions, puis d'en vérifier la réalité, en corrigeant lorsque c'est nécessaire les inégalités constatées.

## Pour un plan national de lutte contre les inégalités

Il ne faut pas une école différente dans les établissements populaires, mais les moyens supplémentaires matériels, humains et les outils conceptuels permettant d'atteindre des objectifs communs de réussite ambitieuse pour tous, partout.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- La mise en place d'observatoires régionaux de l'égalité, dotés d'outils de mesure et de contrôle.
- L'extension à tous les types d'établissement et à toute la durée de la scolarité obligatoire prolongée, de la maternelle au lycée, des politiques d'éducation prioritaire repensées.
- Le passage d'une logique de zonage qui met les établissements en concurrence à une priorité à l'éducation sur tout le territoire, avec une redistribution de moyens supplémentaires adaptés là où perdurent des inégalités, sans effet de seuil.
- L'adoption du principe « rien de trop ». Attribuer des moyens supplémentaires ne peut se faire en amputant ce qui existe en matière de dotations ou de rémunérations.
- Le développement et la mobilisation de la recherche et des lieux et temps de travail communs avec les équipes éducatives.

### éducation prioritaire… ou priorité à l'éducation partout ?

Le fonctionnement actuel de l'éducation prioritaire n'assure pas l'égalité. Les contraintes de l'austérité créent une concurrence féroce entre les établissements : c'est à qui obtiendra le label et les quelques moyens qui vont avec… trop souvent pris ailleurs, à d'autres établissements où ils étaient pourtant nécessaires. Les politiques menées désignent les établissements prioritaires comme des établissements d'exception : en prônant l'autonomie, l'adaptation au public, la dérèglementation, elles renforcent les inégalités en créant des zones affranchies des droits et objectifs éducatifs communs. Au contraire, nous affirmons que l'éducation doit être prioritaire partout. Pas de politique d'exception, mais une politique nationale construite pour les élèves les plus en difficulté, parce que cela profitera à tous.

## En finir avec la concurrence scolaire reconstruire un cadre national garant de l'égalité

Des années de politique de droite et social-libérale ont progressivement transformé l'éducation en un vaste marché concurrentiel, cadre d'une compétition scolaire exacerbée où règne la loi du plus fort. L'autonomie des établissements et leur mise en concurrence conduit à soumettre l'éducation à des logiques de rentabilité.

# RÉALISER L'ÉGALITÉ DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

*une révolution démocratique*

La mixité scolaire ne saurait résulter des choix individuels de chacun. C'est pourquoi il nous faut reconstruire un cadre nouveau pour assurer l'égalité de tous les élèves. Dans cette optique, nous refusons tout mouvement de décentralisation des politiques éducatives, qui ne font que renforcer les inégalités entre les territoires : l'égalité se construit à l'échelle nationale !

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Rétablir une carte scolaire démocratiquement élaborée, imposée à tous y compris pour l'école privée.
- Reconstruire une politique nationale qui articule sectorisation et affectation.
- Homogénéiser l'offre de formation en collège et au lycée avec une carte nationale des formations publiques.
- Garantir qu'une formation commune soit reconnue par une qualification égale, notamment par le renforcement du cadre national des formations et des diplômes nationaux.
- En finir avec l'autonomie des établissements en lui opposant une gestion démocratique, basée sur la coopération et la complémentarité, seules à même de satisfaire les besoins d'éducation et de formation.

## La gratuité, condition *sine qua non* de l'égalité !

Il faut aller vers la gratuité complète de toutes les composantes de l'éducation, obligatoire ou non, sans exception aucune. Les devoirs, la restauration scolaire, les sorties, le transport, les fournitures scolaires, les manuels… ne doivent plus grever le budget des familles, ni soumettre l'école à des intérêts privés marchands ou confessionnels.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Fin de l'obligation faite aux collectivités locales de financer l'enseignement privé ; fonds publics à l'école publique.
- Garantir la gratuité de l'éducation et de tout ce qui est nécessaire aux études (fournitures, manuels, transports, internats…), revalorisation des bourses et mise en place d'un fonds national pour la gratuité.
- Création d'un statut protecteur pour tous les jeunes garantissant un revenu et l'accès à un emploi correctement rémunéré ou à une formation choisie et qualifiante.

### égalité et émancipations : les enjeux de la laïcité

La laïcité, telle qu'elle est historiquement construite (Condorcet, Jaurès…), affirme l'égalité des droits contre toutes les exclusions, qu'elles soient basées sur des critères ethniques, religieux, culturels, économiques ou de genre… Elle reconnait et permet à tous le pouvoir de penser librement, hors de tout dogme, de toute croyance. C'est le rôle de l'école laïque que de donner à tous les élèves les moyens d'exercer ce pouvoir critique sans lequel il n'est pas de citoyenneté possible. Au même titre qu'elle refuse les impositions religieuses, l'école laïque ne peut être le terrain d'imposition idéologique que mène le patronat : « Enseigner l'esprit d'entreprise », c'est aussi porter atteinte à la laïcité.

# une révolution politique

Il y a besoin d'élever le niveau de connaissances et de qualification dans toute la société, pour permettre le débat démocratique comme pour développer un emploi de qualité.

## Plus et mieux d'école : apprendre demande du temps

Pour enseigner des savoirs plus complexes à tous les enfants, il faut du temps ! Pour les élèves : plus de temps pour apprendre, pour surmonter les difficultés constitutives de tout apprentissage… Pour les enseignants : plus de temps pour faire son métier, pour se former, pour partager les expériences professionnelles.

Plus d'école, pour permettre à tous les enfants d'entrer dans les apprentissages scolaires et de s'approprier des savoirs émancipateurs. Mais aussi mieux d'école : allonger le temps scolaire doit permettre de varier les pratiques et d'améliorer la cohérence des apprentissages, de la maternelle au lycée.

Au-delà d'un temps scolaire ainsi rénové, il est urgent d'affirmer le droit de tous à une éducation permanente pour une formation émancipatrice tout au long de la vie.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Étendre la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans pour tous les enfants.
- Garantir le droit à scolarité dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent.
- Construire pour les adultes un service public national de formation professionnelle et d'orientation dans le cadre d'une nouvelle sécurité d'emploi et de formation.

## L'école doit se faire à l'école

Depuis 2005, avec la suppression d'une demi-journée d'école en primaire et la baisse de la scolarisation des moins de 3 ans, c'est près de deux années d'école qui ont été volées aux enfants. Et quand l'école n'a plus le temps de remplir ses missions, alors ce sont les parents, le soutien municipal, les cours particuliers… qui sont mis à contribution, et les inégalités sociales qui explosent.

Il faut plus d'école, pour que tous les apprentissages nécessaires à la réussite scolaire se passent à l'école. C'est à cette condition que l'on pourra en finir avec la culpabilisation des familles et associer réellement les parents, en particulier les parents des milieux populaires, au travail de l'école, pour la réussite de tous les enfants.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Le travail personnel, ça s'apprend à l'école ! Intégration progressive dans l'horaire scolaire de toutes les tâches demandées par l'institution au titre du travail personnel.
- Sortir de l'impasse des rythmes scolaires en rétablissant la demi-journée d'école supprimée par la droite en 2005, sans allonger le temps de travail des enseignants.
- Rétablir partout des équipes pluridisciplinaires chargées du traitement de la grande difficulté scolaire dans le cadre de l'éducation nationale et les utiliser pour intégrer le traitement de la difficulté dans la classe.

## Du temps pour rendre aux personnels la maîtrise de leurs métiers

Donner du temps aux enseignants et aux personnels pour réfléchir sur leurs pratiques et les faire évoluer, au moment d'entrer dans le métier et tout au long de leur carrière, c'est donner à l'école les moyens de faire réussir tous les élèves.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Dissocier le service des enseignants de l'emploi du temps des élèves et avoir plus de maîtres que de classes pour pouvoir allonger le temps scolaire sans augmenter le temps de travail des enseignants.
- Mettre en place un pré-recrutement des enseignants sous statut de la fonction publique afin de permettre une entrée progressive dans le métier.
- Pour permettre la maîtrise du métier, relancer une formation initiale articulant formation disciplinaire, formation professionnelle et recherche, reconstruire une formation continue qui réponde aux besoins sur le temps de service pour tous les personnels de l'Éducation nationale.

### trop d'école ?

On dit souvent que certains enfants ne sont pas faits pour l'école... Allonger la scolarité obligatoire, n'est-ce pas leur infliger encore plus d'ennui et de souffrance ? Obliger les enseignants à les subir plus longtemps ? Ces arguments visent toujours les mêmes : les enfants des classes populaires.

Ce n'est pas parce qu'ils ne sont pas faits pour l'école : c'est l'école qui n'est pas faite pour eux ! C'est lorsqu'elle ne leur permet pas de réussir, qu'elle les place en situation d'échec, qu'ils s'y ennuient. Le système éducatif, ses contenus, ses pratiques, doivent être transformés, afin que les apprentissages aient du sens pour tous les enfants.

L'allongement de la scolarité obligatoire n'a de sens que dans le cadre de cette transformation.

# une révolution sociale

Les logiques de territorialisation, de privatisation, de rentabilisation mises actuellement en œuvre dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, des transports… sont socialement destructrices : elles aggravent les inégalités sociales.

Pour une école au service de l'égalité et de l'émancipation de tous, une école réellement démocratique, c'est d'un service public de l'éducation renforcé et amélioré dont nous avons besoin. Seule une fonction publique renforcée et rénovée peut être garante des droits de tous à l'éducation, à une formation débouchant sur des qualifications reconnues.

## L'école n'est pas une entreprise

L'éducation n'a pas à être rentable. Elle ne peut pas fonctionner convenablement selon le modèle de l'entreprise, pas plus qu'elle ne doit initier les élèves à l'esprit d'entreprise. Loin du nouveau management public, il est temps de remettre l'humain au cœur du système éducatif. Ni les élèves ni les personnels ne sauraient être considérés comme des chiffres.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Plan de déprécarisation de l'éducation nationale articulant formation professionnelle, intégration par liste d'aptitude, création de concours spécifiques et de nouveaux métiers : tous les personnels de l'éducation doivent être protégés par le statut de la fonction publique, garantie de l'égalité de traitement des usagers et de la liberté pédagogique des enseignants.
- En finir avec la gouvernance libérale de l'Éducation nationale en abrogeant le décret Chatel du 5 janvier 2012 et en redonnant le pouvoir à des fonctionnaires recrutés par concours sur la base de leur compétences.
- Mettre fin aux fusions et fermetures d'établissements dès lors qu'elles ne sont guidées que par une logique économique.

## L'école pour enseigner… mais pas que !

La réussite scolaire de l'élève ne se limite pas au temps de cours. L'existence indispensable d'équipes pluri-professionnelles exige le recrutement de personnels assurant la présence dans chaque établissement de professionnels de l'enfance et de l'adolescence dans le domaine de la médecine et du secteur social.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Recruter des personnels supplémentaires dans les secteurs parascolaires de manière à assurer la présence d'équipes pluri-professionnelles dans les établissements scolaires : pas une seule école maternelle et élémentaire sans infirmiers et infirmières, assistants et assistantes sociaux ; renforcer la présence de ces personnels dans les collèges et lycées ; recruter des psychologues scolaires et des conseillers d'orientation-psychologues pour répondre aux besoins.
- Favoriser, par des moyens supplémentaires, l'accès des enseignants qui le souhaitent à une formation pour devenir psychologues de l'Éducation nationale.

## Temps d'école, temps de loisir : un projet commun à construire

Les temps de loisirs organisés concourent à la visée d'émancipation de l'individu dans un collectif et ont les mêmes objectifs éducatifs. Si toutes les classes sociales ont le même droit aux loisirs, tous les enfants doivent pouvoir bénéficier d'un accès complet aux animations, aux sports, aux séjours transplantés, à la culture (lecture, théâtre, cinéma, danse…).

L'ambition du loisir éducatif pour tous ne peut pas être confiée au seul secteur marchand. Toutes les familles et tous les jeunes doivent pouvoir accéder à égalité partout à des structures de qualité, encadrées par des personnes compétentes, en toute sécurité affective, morale et éducative. Nous aiderons les collectivités, les associations, les clubs sportifs, les structures culturelles à offrir des séjours, des activités à des prix accessibles tendant vers la gratuité. Les municipalités qui ont fait ce choix doivent recevoir de l'État les moyens financiers de poursuivre leur politique de loisirs. Partir en séjour de découverte loin de chez soi, faire de l'équitation, pratiquer le sport qui me plaît… doit être possible pour tous. C'est le rôle des pouvoirs publics d'investir, de subventionner, de promouvoir, d' aider les fédérations, d'avoir un plan pluriannuel sur tous les territoires, pour réussir cette ambition.

Les métiers de l'animation, des loisirs éducatifs, culturels et sportifs doivent être reconnus et intégrés dans un véritable service public.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Mettre en œuvre un service public national déconcentré du loisir éducatif.
- Abroger la réforme des rythmes scolaires en primaire et remettre en chantier une réforme qui donne, à tous les élèves, le temps (retour à 27 h d'enseignement par semaine), les moyens de construire les savoirs scolaires et qui articule la complémentarité école/loisirs en terme d'objectifs éducatifs.
- Donner aux collectivités les moyens d'assurer la gratuité des moments d'animation après l'école, de permettre à tous les jeunes l'inscription aux clubs à des tarifs bas voire à la gratuité.
- Établir des conditions de travail qui permettent aux animateurs de s'installer dans le long terme pour effectuer leurs missions. Il faut donc une filière animation avec une formation et un statut.

## Pour un système éducatif démocratique

À l'entrée des entreprises et des exécutifs territoriaux dans les instances de décision en matière d'éducation et de formation, nous opposerons une politique réellement démocratique du service public. Si notre objectif est de favoriser, grâce aux savoirs, la prise de pouvoir de tous dans toutes les institutions de la société – aussi bien aux différents échelons de la vie publique mais aussi au travail, notamment –, le système éducatif ne saurait échapper à la règle. C'est pourquoi nous entendons encourager l'intervention des enseignants, des person-

nels, des élèves et des parents dans la vie des établissements mais aussi, plus généralement, dans toutes les instances où est définie la politique éducative.

### CE QUE NOUS PROPOSONS

- Repenser le Conseil supérieur de l'Éducation pour en faire un contre-pouvoir efficace : démocratiser sa composition, lui donner un pouvoir réel de proposition et de blocage.
- Créer un statut de parent délégué inscrit dans le code du travail pour tous les parents élus, des temps et des lieux permettant aux membres de la communauté éducative de se rencontrer dans de bonnes conditions.
- Lancer un véritable débat démocratique dans tout le pays afin de tirer le bilan des réformes libérales : réforme Chatel du lycée, réforme de la voie professionnelle, réforme du collège…
- Droits nouveaux pour les élèves, pour favoriser les pratiques démocratiques dans les établissements scolaires.

# une révolution militante

Parce qu'il permet de comprendre le monde et d'agir sur lui, le système éducatif est un enjeu très important pour la conquête de pouvoirs et de droits nouveaux. Le patronat a besoin de travailleurs mieux formés, cela l'oblige à accorder de l'importance au système éducatif, mais il ne veut pas qu'ils en retirent un profit, en termes de pouvoirs, de salaires, de droits, ce qui le pousse à maintenir un système scolaire inégalitaire. Maintenir une grande partie des élèves dans des tâches de simple exécution ou restitution, c'est préparer une grande partie des salariés à subir les mêmes amputations dans leur travail. L'individualisation des « parcours scolaires » prépare à l'individualisation et à la précarisation des « parcours professionnels ».

Ces contradictions peuvent être l'occasion de conquérir de nouveaux acquis pour l'école, intéressant aussi bien les classes populaires que les classes moyennes, dont les enfants sont également victimes d'un système de tri scolaire qui préfigure le déclassement social. Ces batailles sont souvent fractionnées et menées dos au mur, pour éviter avant tout de nouvelles régressions. Pourtant, parce que c'est notre intérêt commun, nous pouvons nous rassembler pour construire l'école de l'égalité et de l'émancipation.

- Toutes les familles ont intérêt à ce que le système éducatif assure l'ensemble des apprentissages nécessaires à la réussite des enfants. Personne n'a envie de refaire l'école à la maison ou de payer des cours particuliers !
- Tous les travailleurs ont intérêt à ce que le système éducatif délivre des diplômes et des qualifications communes, permettant les revendications collectives. Personne n'a envie d'être isolé face à son patron pour négocier sa qualification !
- Tous les citoyens ont intérêt à ce que le système éducatif construise une culture commune permettant le débat démocratique et les décisions collectives. Personne ne veut d'une société fragmentée ou règnent la peur de l'autre et la concurrence généralisée !

## LE RÉSEAU ÉCOLE DU PCF

**reseau-ecole.pcf.fr**

Le *réseau École* permet à des militants, membres du Parti communiste français ou non, de contribuer à la réflexion autour des sujets éducatifs de manière à définir un projet communiste pour l'éducation, mais aussi d'apporter un soutien sans faille à tous ceux qui luttent au quotidien. Dans cette optique, le réseau école travaille en lien avec de nombreux mouvements associatifs et syndicaux. Outre une newsletter régulière, il publie *Lutte de classe(s)*, dont la fréquence varie en fonction de l'actualité, ainsi que *Carnets rouges*, revue trimestrielle de réflexion sur l'éducation à laquelle nous invitons toute structure ou personnes à s'abonner.

**Avec leur projet *La France en commun* les communistes veulent s'engager pour de nouvelles conquêtes. Quelques-unes de nos propositions.**

Création d'un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP-Paribas et de la Société générale.

Abrogation de la loi El Khomri au profit d'une loi de la sécurisation de l'emploi et de la formation, du passage aux 32h et de la retraite à 60 ans.

Renforcement immédiat des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle.

Plan de relance des services publics et lutte contre les inégalités (suppression de la TVA sur les produits de 1ère nécessite et l'interdiction des coupures d'énergie et d'eau, et des expulsions locatives pour cause de précarité).

1 million d'emplois dans les filières d'avenir : l'énergie avec notamment les énergies renouvelables, l'automobile propre, les transports urbains et ferroviaires, la rénovation thermique des bâtiments, l'agriculture paysanne, l'aérospatiale, la navale et le numérique.

Réduction des pouvoirs du président de la République et la suppression du 49-3 au profit d'un renforcement de ceux de l'Assemblée et la stricte limitation du cumul des mandats accompagnée d'un statut de l'élu.

Abrogation du traité budgétaire européen, quitte à retirer la signature de la France, au profit d'une loi anti-dumping social et de la création d'un fonds européen pour l'investissement et la création d'emplois.

*retrouver l'intégralité de notre programme*